**Allocution de Fred van Leeuwen Congrès UNSA Education Grenoble 29-31 mars**

Je suis heureux d'être parmi vous et de saluer, au nom de l'Internationale de l'Education, l'un de nos affiliés fondateurs. Je vous remercie des nombreuses contributions que vous apportez au mouvement syndical international et européen.

Il y a quelques jours, dans mon bureau, j'entendais les sirènes des voitures de police et des ambulances, ainsi que les hélicoptères volant à proximité. Ce ne fut pas l'une de mes journées les plus productives. Mais elle m'a néanmoins amené à réfléchir. Comme lors des discussions avec les enseignant(e)s après les massacres survenus ici en France, au Pakistan, au Nigeria ou ailleurs.

Nous revivons une nouvelle fois cette malédiction séculaire, où fanatisme et obscurantisme s'opposent au combat pour la modernité.

Comment lutter contre ces forces destructrices ? En parler ne suffira pas. Nous sommes des acteurs au sein de nos communautés et notre mission éducative doit aller au-delà des écoles.

Nous devrions être guidé(e) par ce que Voltaire qualifie de « fanatisme de la tolérance ». Nous ne pouvons laisser la peur et la panique supplanter nos valeurs fondamentales. Il ne peut y avoir de compromis lorsqu'il s'agit de dignité et de tolérance. Et le discours démagogique de l'extrême droite menace, lui aussi, notre civilisation.

L'éducation de qualité requiert une approche holistique et doit stimuler l'expression de la pensée autonome, de l'esprit critique, du raisonnement et du discours. Une vision normalisée et étriquée de l'éducation, se contentant de répondre aux besoins actuels et « mesurables » du marché du travail, ne fonctionnera pas et passera sous silence plusieurs siècles de progrès. Comme le soulignait William Butler Yeats, « L'éducation, ce n'est pas remplir un seau mais bien allumer un feu ».

Et l'éducation au sens large ne peut ignorer les afflictions de nos sociétés. Ce qui explique, par exemple, notre lutte contre la montée des inégalités. Nombreux sont les pays industrialisés confrontés aux extrêmes déstabilisants que sont richesse et pauvreté, oubliés depuis les années 1920. Même les classes moyennes rencontrent aujourd'hui davantage de difficultés pour boucler les fins de mois. Cela concerne un trop grand nombre d'employé(e)s de l'éducation. Même la France connaît, par exemple, une augmentation du travail précaire au sein de l'enseignement supérieur.

La pensée à court terme, si répandue mais loin d'être durable, affecte à la fois l'économie et le débat public. Cette situation influence les élèves dans les classes et nuit aux institutions et aux valeurs communes de nos sociétés au sens large. Il existe un réel danger de voir cette aliénation transformer le scepticisme sain en un cynisme destructeur.

Nous devons continuer à défendre les services publics, mais aussi les valeurs qu'ils incarnent. En France, comme dans bon nombre d'autres pays, un service public mis en valeur et bénéficiant d'un financement approprié ne constitue pas uniquement un moyen d'offrir des services. Il offre également les structures garantes de la démocratie et de la bonne gouvernance.

Nous voulons que nos écoles soient accessibles à tous, qu'il s'agisse de l'éducation de la petite enfance, de nos collèges ou de nos universités. L'éducation n'est pas une marchandise. Elle est un droit fondamental. Et une force puissante pour garantir l'égalité. Nous continuons à défendre les trois piliers de notre campagne Uni(e)s pour l'éducation de qualité, lancée en octobre 2013 : enseignement de qualité, outils de qualité et environnements pédagogiques sûrs et sains.

La solidarité mondiale et la mobilisation ont fait leurs preuves. Les Objectifs pour le développement durable englobent aujourd’hui un objectif spécifique pour l'éducation. Grâce au travail de votre Internationale, la gratuité de l'enseignement primaire et secondaire forme désormais un consensus mondial. Pour la première fois, l'éducation de la petite enfance, l'enseignement post-secondaire et supérieur, ainsi que le renforcement de la profession enseignante font partie de ce programme. Nous devons poursuivre notre engagement si nous souhaitons donner vie à nos belles paroles.

Outre notre victoire aux Nations Unies, l'IE et l’OCDE co-organisent depuis 2011 les sommets annuels sur la profession enseignante qui réunissent les ministres de l'Education et les dirigeants de nos affiliés dans les pays industrialisés. Par ailleurs, nous nous efforçons d'étendre et de consolider ce dialogue social mondial au niveau national.

Nous nous attelons à promouvoir un dialogue social efficace et institutionnalisé, tradition fortement ancrée en France, au-delà de l'Europe. Toutefois, alors que nous nous montrons innovants sur d'autres continents, nous apprenons de nos affiliés européens que la qualité de leur dialogue social s'érode progressivement.

Dans certains cas, les questions professionnelles ne sont même plus mises sur la table. Dans d'autres, le dialogue social s'apparente davantage à un message laissé sur une boîte vocale ou à un commentaire publié sur un site web, qu'à une véritable discussion. Ailleurs encore, les représentants légitimes des personnels de l'éducation ne sont guère plus qu’une voix parmi pléthore d'autres. Cette tendance doit être inversée. Mais cela nécessite d'unir la force de notre position à notre position de force.

La création de l'IE a réuni ces éléments au niveau mondial. Elle combine les traditions syndicales et professionnelles des syndicats d'enseignants.

C’est en déployant nos compétences de manière plus efficace et plus ciblée et en étendant notre influence au sein des établissements et au-delà que nous pourrons reprendre le contrôle de notre profession. Si nous voulons être reconnu(e)s en tant que professionnel(le)s, nous devons bénéficier d'autonomie, de soutien, de collaboration, de formation de qualité tout au long de notre carrière, de normes éthiques et de respect. Ceci s'avère tout aussi indispensable pour le bon déroulement de l'expérience pédagogique de nos élèves. Les conditions d'apprentissage et de travail sont inextricablement liées.

L'éducation de qualité, seule, ne peut s'opposer aux forces centrifuges qui fragmentent nos sociétés. Mais recréer du lien social et restaurer notre santé collective est inimaginable sans elle.

Nous continuerons à faire la différence. En réalité, notre contribution est plus que nécessaire en période difficile. Organisé(e)s et mobilisé(e)s, les enseignant(e)s peuvent faire des miracles. Chaque jour, des millions d'employé(e)s de l'éducation peuvent ainsi transformer leurs frustrations, leur stress et même leurs désillusions en espoir. Et permettre à leurs élèves de vivre une vie jalonnée de réussites, et non d'échecs.

Je vous remercie et vous souhaite un excellent Congrès.